

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
23 novembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

**Deuxième Commission****Compte rendu analytique de la 10<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 12 octobre 2011, à 15 heures

*Président :* M. Yohama ..... (Nigéria)**Sommaire**Point 24 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (*suite*)

- a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (*suite*)
- b) Coopération Sud-Sud pour le développement (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-54076X (F)



*La séance est ouverte à 15 h 10.*

**Point 24 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (suite)**

**a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (suite) (A/66/79-E/2011/107)**

**b) Coopération Sud-Sud pour le développement (suite) (A/66/229)**

1. **M. Torsella** (États-Unis d'Amérique) déclare que, comme son pays est souvent le plus important donateur et le principal partenaire des organismes des Nations Unies lorsqu'il s'agit de fournir de l'aide humanitaire aux populations les plus vulnérables de la planète, les États-Unis souhaitent formuler plusieurs propositions constructives visant à rehausser la confiance et le soutien à l'égard de leurs activités opérationnelles.

2. La transparence et la responsabilité sont au premier rang des priorités de son gouvernement, qui a été le principal promoteur de la disposition de la résolution 59/272 de l'Assemblée générale qui prévoit que les rapports internes du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU seront mis sur demande à la disposition des États Membres. Un grand nombre d'organismes opérationnels ne sont pas encore prêts à divulguer publiquement la totalité de l'information relative aux audits, aux contrôles et aux programmes. Aucun effort ne devrait cependant être ménagé pour atteindre cet objectif le plus rapidement possible. Un grand nombre d'organismes opérationnels font des contributions importantes, mais elles ont encore de la difficulté à faire connaître leurs réalisations au grand public. Ils doivent par conséquent mettre en place des mécanismes permettant de rapporter les résultats significatifs qu'ils ont obtenus. L'information pertinente devrait servir de base à la budgétisation et à l'affectation des ressources.

3. À une époque où les ressources se font rares, le système des Nations Unies n'a plus vraiment les moyens de poursuivre ses activités comme si de rien n'était. Certains organismes financés grâce à des contributions volontaires ont déjà commencé à rationaliser leurs budgets. Ceux qui continuent de souscrire au maintien du statu quo devraient comprendre qu'ils n'ont aucun droit acquis sur les ressources des contribuables. Ils doivent donc faire la preuve de leur capacité d'utiliser les ressources de

façon rationnelle, en éliminant notamment le gaspillage que représentent les déplacements en classe affaires et en première classe.

4. Un système des Nations Unies pour le développement modernisé et rationalisé doit être en mesure de s'adapter aux nouvelles réalités du partenariat mondial pour le développement, qui inclut de nouveaux participants étatiques et non étatiques. Le système du coordonnateur résident est un autre élément clef de la coordination interinstitutions nécessaire pour maximiser l'impact des travaux dans ce domaine. Les programmes pilotes « Unis dans l'action » ont permis de faire la démonstration de différentes méthodes concrètes de collaboration plus efficace. Leur efficacité doit toutefois faire l'objet d'évaluations systématiques essentielles en prévision de leur étude dans le cadre de l'examen quadriennal.

5. Le financement du système du coordonnateur résident devrait reposer sur le partage des obligations, sans dépendre exclusivement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Une coordination améliorée est également nécessaire entre le PNUD, gestionnaire du réseau de coordonnateurs résidents, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans le processus de sélection des coordonnateurs résidents affectés aux pays nécessitant d'importantes opérations de secours humanitaire.

6. **M. Srivali** (Thaïlande) déclare que son pays reconnaît la nécessité de collaborer avec la communauté internationale pour promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire et qu'il a placé la promotion de la coopération technique avec les pays en développement en tête de son programme d'action. En 2010, son pays a contribué 50 millions de dollars d'aide publique au développement (APD), dont la plus grande partie a été affectée aux pays les moins avancés.

7. En tant que membre de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la Thaïlande a fait la promotion de la coopération régionale et de l'intensification des initiatives d'élimination de la pauvreté menées par les pays partenaires de l'ANASE dans un effort pour améliorer la qualité de vie des 700 millions d'habitants de la région. À cet égard, il appuie également l'approche de la cohérence à l'échelle du système, qui vise à améliorer l'efficacité des activités opérationnelles de l'ONU. Le Cadre de partenariat des Nations Unies est un excellent modèle

de coopération, impliquant une collaboration étroite entre les Nations Unies et les organismes nationaux pour la conception et de la mise en oeuvre de programmes de partenariat conformes aux programmes nationaux de développement.

8. Les rôles des coordonnateurs résidents de l'ONU et des équipes nationales devraient également être renforcés de façon à ce qu'ils soient en mesure de faire face à des défis de plus en plus grands. En même temps, le rôle du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud mérite d'être reconnu du fait qu'il facilite le partage des connaissances et de l'expérience entre les pays en développement.

9. L'Agence thaïlandaise de coopération internationale au développement travaille en partenariat avec un certain nombre d'organismes des Nations Unies pour renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire dans la région et, à l'avenir, elle prévoit étendre sa collaboration au sein du Cadre de partenariat des Nations Unies pour la Thaïlande 2012-2016. Des partenariats élargis sont également prévus à l'intérieur de cadres régionaux et sous-régionaux comme le mécanisme sous-régional pour le bassin du Mékong et le triangle de croissance Indonésie-Malaisie-Thaïlande.

10. Enfin, il importe de reconnaître le potentiel des partenariats public-privé et les contributions de la société civile du Sud au développement à tous les niveaux. Cependant, la coopération Sud-Sud doit venir en complément de la coopération Nord-Sud plutôt que de s'y substituer. Les économies développées doivent maintenir et, si possible, relever leur niveau de soutien aux pays en développement.

11. **M<sup>me</sup> Luna** (Mexique) déclare que le volume croissant des échanges Sud-Sud a considérablement transformé les relations internationales. Le rapport du Secrétaire général (A/66/229) note que ces connexions ont engendré une demande accrue de soutien multilatéral à la coopération Sud-Sud et triangulaire, ce qui implique une coordination accrue et des ressources financières suffisantes et mieux ciblées. Le Mexique a toujours préconisé ces modes de coopération et soutenu le rôle de catalyseur joué par les Nations Unies dans ce domaine. Les fonds et les programmes du PNUD devraient constamment être adaptés aux nouveaux défis, en redéfinissant les tâches et les points de référence en fonction de la portée et de l'impact de la coopération Sud-Sud et triangulaire. La quatrième Conférence intergouvernementale de haut niveau sur le

thème « Unis dans l'action », qui se tiendra à Montevideo du 8 au 10 novembre, sera une excellente occasion de le faire.

12. L'Administratrice du PNUD s'est récemment rendue au Mexique pour participer à la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la présence de son organisation dans le pays. Par la même occasion, le PNUD et le Mexique ont signé un accord-cadre de collaboration reconnaissant le double rôle du pays, qui est à la fois bénéficiaire et fournisseur de coopération, et jetant de nouvelles bases pour la coordination des activités du PNUD au Mexique et dans toute la région. L'accord porte sur le développement humain durable, le renforcement des capacités institutionnelles, la désignation de centres régionaux d'excellence, la consolidation des mécanismes de collaboration existants et la mise au point de nouvelles formes de coopération avec le secteur privé.

13. La plus grande partie des pauvres du monde vivent dans les pays à revenu intermédiaire du Sud. Ce groupe de pays, qui inclut presque tous les États latino-américains, doit faire face à divers défis tels que la pauvreté, les inégalités sociales et la distribution inégale des revenus, qui nécessitent l'appui soutenu des mécanismes de développement des Nations Unies.

14. Le Mexique a activement fait la promotion des engagements figurant dans le Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le financement du développement et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement, de même que des normes définies dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et le Programme d'action d'Accra. Le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, qui se tiendra à Busan du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2011, sera l'occasion de discuter de la constitution d'un partenariat mondial en faveur d'un nouveau consensus sur la question. Le Mexique encourage la coopération Sud-Sud et triangulaire, cherchant à adapter les principes de la Déclaration de Paris aux caractéristiques et aux limitations des prestataires de la coopération à revenu intermédiaire, de façon à compléter et non pas à remplacer la coopération Nord-Sud.

15. Les partenariats public-privé permettraient de relever ce type de coopération en intensifiant le renforcement des capacités institutionnelles dans les pays à revenu intermédiaire. La coordination entre les

organismes des Nations Unies devrait aussi être encouragée. De même, le financement de la coopération entre ces organismes et les États Membres devrait être accru.

16. **M. Adebola** (Nigéria) affirme que les activités opérationnelles de développement des Nations Unies devraient être mises en œuvre à la demande des pays bénéficiaires et conformément à leurs intérêts, à leurs politiques et à leurs priorités. Il est également important de renforcer les partenariats mondiaux pour le développement sur la base de la reconnaissance du rôle de premier plan des autorités nationales dans l'élaboration et l'exécution des stratégies de développement, ce qui devrait être le principe directeur des activités opérationnelles de l'ONU au niveau des pays.

17. La coopération Sud-Sud est fondée sur des principes, des conditions et des objectifs propres au contexte historique et politique des pays en développement. En tant qu'initiative collective des peuples et des pays du Sud, elle doit faire l'objet d'une promotion distincte et indépendante.

18. Sur le continent africain, son pays a joué un rôle clef dans la promotion de la coopération Sud-Sud aux échelons sous-régional, régional, international et mondial. Il est un champion inlassable de l'unité africaine et un membre fondateur de l'Union africaine et de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. Il a également créé le Fonds spécial du Nigéria en 1976. Par le biais de la Banque africaine de développement, il a financé des projets nationaux et régionaux grâce à des prêts à faible taux d'intérêt et soutenu l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

19. En 2001, son pays a créé le Fonds de coopération technique du Nigéria, qui représente 60 % du fonds alimenté par des donateurs à la Banque africaine de développement (BAfD). Il a également joué un rôle de premier plan en accueillant le premier Sommet Afrique-Amérique du Sud. Il compte également parmi les premiers pays à soutenir le Programme d'échange d'information scientifique et technique, qui engage les services de chercheurs africains hautement qualifiés et offre des possibilités de partenariat pour l'utilisation d'installations de recherche dans l'ensemble des pays africains.

20. Le Sud a fait preuve d'une résilience remarquable à la suite de la crise économique de 2008-2009. La

croissance robuste qui a caractérisé le Nigéria en 2010 démontre la capacité d'adaptation de son économie et la prudence de ses politiques économiques. Les perspectives à moyen terme sont également prometteuses, car on prévoit que la croissance de son produit intérieur brut restera forte et stable à 6,9 % en 2011 et à 6,7 % en 2012. La coopération Sud-Sud s'appuie sur un partenariat entre pays égaux, fondé sur la solidarité, et devrait continuer de reposer sur la confiance mutuelle, la responsabilité partagée et l'engagement.

21. **M<sup>me</sup> Vu Thi Bich Dung** (Viet Nam) affirme que son pays attache une grande importance à la réforme des activités opérationnelles de l'ONU, y compris l'initiative Unis dans l'action. En 2006, l'initiative « Unité d'action des Nations Unies » a été lancée par son gouvernement et par l'équipe de pays des Nations Unies pour améliorer la coopération, rehausser la prise en main nationale et accorder un rôle prépondérant aux avantages comparatifs des organismes des Nations Unies. Actuellement, le Gouvernement et les organismes des Nations Unies au Viet Nam collaborent étroitement à l'élaboration du Plan unique pour 2012-2016 en se fondant sur les priorités identifiées par la Stratégie nationale pour le développement économique et social pour 2011-2020.

22. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/66/79-E/2011/107), l'efficacité du système des Nations Unies pour le développement continue de souffrir de la fragmentation et du chevauchement des activités. La mise en œuvre des programmes de pays, y compris le suivi, l'évaluation et l'établissement des rapports, doit encore être renforcée et améliorée. À cette fin, une coordination accrue des activités de développement est essentielle. Un soutien plus énergique doit être assuré par les sièges des organismes des Nations Unies, les donateurs et la communauté internationale. En outre, il est essentiel que des ressources suffisantes et prévisibles continuent d'être injectées dans le système des Nations Unies, de façon à faciliter le succès des programmes de coopération pour le développement.

23. **M. Yamashita** (Japon) précise que l'objectif ultime des activités opérationnelles de l'ONU consiste à aider les peuples et les communautés dans le besoin. Son pays a systématiquement cherché à s'adapter à la réalité sur le terrain, de même qu'à appliquer des approches participatives dans le cadre des discussions relatives à la cohérence à l'échelle du système. C'est ce

qu'il continuera de faire dans le cadre de l'examen quadriennal.

24. Sa délégation est impatiente de participer activement au processus aboutissant à cet examen, y compris dans le cadre de la conférence intergouvernementale sur Unis dans l'action, aux discussions sur la masse critique, à l'évaluation des enseignements tirés de l'élaboration de programmes de pays communs et à l'examen complet du cadre institutionnel existant d'évaluation à l'échelle du système.

25. Son pays a toujours été reconnu comme un chef de file de la promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire. En 1954, il avait décidé de participer au Plan de Colombo en se joignant aux rangs des pays donateurs dans un cadre à peu près semblable à ce qu'on appelle actuellement la coopération Sud-Sud. Les principes directeurs de l'aide publique au développement fournie depuis 1975 par son gouvernement par le biais de l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) consistaient à attribuer un degré de priorité à la stratégie de développement propre à chaque pays, à respecter l'appropriation nationale par le pays hôte et à insister sur le développement des capacités.

26. Le Japon a également fait la promotion du Programme de partenariat pour la coopération Sud-Sud, qui est un cadre de référence complet convenu avec les pays à revenu intermédiaire, visant à soutenir conjointement les bénéficiaires ciblés possédant des antécédents linguistiques, historiques et culturels communs. Les programmes de partenariat sont actuellement mis en œuvre de concert avec 12 pays d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient. L'aide au développement agricole dans la savane brésilienne, le Cerrado, en est un exemple. Dans la foulée de cette coopération fructueuse, les partenaires se sont associés au Mozambique pour élaborer de nouveaux modèles de développement durable de la savane tropicale de ce pays.

27. De plus, une réunion régionale annuelle JICA-ANASE a fait la promotion de la coopération Sud-Sud parmi les pays de l'ANASE, en jumelant les besoins avec les connaissances et en encourageant les pays de la même région à s'entraider. Bien que la signification de la coopération Sud-Sud ait souvent fait l'objet de débats où certains mettaient l'accent sur l'aspect de la solidarité entre les pays en développement et où

d'autres insistaient sur l'objectif de l'efficacité de l'aide, cette divergence de vues ne devrait pas nuire à l'avancement de la coopération Sud-Sud. Le nombre croissant de cas de coopération Sud-Sud et triangulaire reflète les réalités changeantes de notre monde et prouve que, bien que la coopération Sud-Sud soit plus coûteuse dans sa phase initiale, elle devient plus abordable à moyen et à long terme.

28. **M<sup>me</sup> Barth** (Organisation internationale du Travail) rappelle que le rapport du Secrétaire général sur l'état de la coopération Sud-Sud (A/66/229) fournit un aperçu utile des progrès de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

29. Depuis 1970, l'OIT est à l'origine de partenariats fructueux dans ce domaine de coopération, incluant la mise en œuvre de programmes relatifs à la protection sociale minimale et à l'emploi, des politiques de lutte contre le travail des enfants, l'organisation de réunions de partage des connaissances, le renforcement des capacités dans les secteurs portuaire et touristique en Amérique centrale et des initiatives concernant la migration de la main-d'œuvre.

30. En 2010, l'OIT a accueilli l'Expo mondiale Sud-Sud pour le développement, une vitrine exceptionnelle de mise en valeur des pratiques exemplaires efficaces et un tremplin pour le développement des partenariats. Pendant la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à Istanbul, il a lancé, de concert avec le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud du PNUD, un projet conjoint intitulé « Coopération Sud-Sud et triangulaire pour la mise en place de programmes nationaux de protection sociale tenant compte de l'approche genre ». Afin de systématiser les échanges Sud-Sud et d'encourager les partenariats, une stratégie axée sur les résultats a été élaborée en mettant l'accent sur la formation du personnel, afin que celui-ci soit en mesure de détecter les nouvelles occasions qui se présentent, et en mobilisant les ressources aux fins de la coopération technique et de la constitution de partenariats avec d'autres organisations internationales et avec les organismes de l'ONU.

31. C'est dans le Sud qu'on trouve de plus en plus les meilleurs exemples de technologies novatrices et autres solutions durables aux défis du développement. Dorénavant, il sera donc essentiel pour la communauté du développement de continuer à utiliser la coopération Sud-Sud et triangulaire pour soutenir les initiatives d'élimination de la pauvreté, de création d'emploi, de

développement durable et d'intégration des pays du Sud dans l'économie internationale.

32. **M. Rao** (Observateur des Partenaires en Population et Développement) précise que son organisation regroupe 25 membres des pays en développement qui, ensemble, représentent 70 % de la population du monde en développement. Elle se consacre à la promotion de la coopération Sud-Sud dans les domaines de la population, de la santé procréative et du développement par le plaidoyer, les dialogues sur les politiques, l'échange d'information, le renforcement des capacités et la formation.

33. L'année 2011 aura été l'année pendant laquelle la population mondiale aura atteint les 7 milliards d'habitants. Selon les plus récentes prévisions des Nations Unies, ce nombre atteindra 9,3 milliards d'ici à 2050. La dynamique démographique a également divergé substantiellement selon les pays. En effet, pendant qu'un grand nombre de pays les moins développés se caractérisent par un taux élevé de fertilité et une croissance démographique rapide, certains pays en développement se démarquent plutôt pas une prépondérance des jeunes et d'autres encore par le vieillissement rapide de leur population. Toutefois, dans la majeure partie du monde en développement, la migration et l'urbanisation se sont accélérées.

34. La population, la santé reproductive et le développement ont été des thèmes particulièrement appropriés pour la coopération Sud-Sud. Dans le cadre du mandat de son organisation en matière de formation et de renforcement des capacités, un certain nombre de pays en développement ont offert des bourses d'études supérieures dans les domaines de la population et de la santé publique, de même que des bourses de courte durée pour la formation de démographes et d'experts en matière de population et de santé. L'expérience montre que des capacités techniques de premier ordre dans les domaines de la population et de la santé reproductive existent dans les pays en développement et que des efforts accrus devraient être déployés pour tirer pleinement profit de ces capacités grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire.

35. Des dialogues sur le plaidoyer et les politiques, sous la forme de conférences et d'ateliers internationaux, ont également été organisés pour examiner des questions urgentes touchant la population, la santé reproductive et le développement.

En novembre 2011, une conférence sur la dynamique des populations, les changements climatiques et le développement durable sera organisée à Pretoria, en Afrique du Sud, en collaboration avec le Gouvernement sud-africain et le Fonds des Nations Unies pour la population. Les partenariats horizontaux, le partage des connaissances et la sensibilité à la diversité culturelle ont fait de la coopération Sud-Sud une approche efficace du développement. En s'appuyant sur des politiques nationales et des cadres institutionnels mieux définis, de même qu'en concentrant ses efforts sur les initiatives induites par la demande et les programmes axés sur les résultats, la coopération Sud-Sud pourrait même jouer un rôle plus important en matière de développement à l'avenir.

36. **M. Assaf** (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) déclare que la capacité de fournir des services à l'échelle des pays en tant que partenaire neutre, objectif et digne de confiance est l'une des principales forces du système des Nations Unies pour le développement. Les équipes de pays des Nations Unies ont été particulièrement efficaces en faisant en sorte que le savoir et l'expertise technique de toutes les parties du système aient une incidence sur des objectifs nationaux précis en matière de développement.

37. À l'occasion du prochain examen quadriennal, son organisation aimerait qu'il soit traité de la question de la façon dont le système des Nations Unies pour le développement pourrait être rendu plus efficace, plus souple et davantage axé sur les résultats. Lorsqu'il s'agit de proposer des mécanismes de coordination efficaces au sein des Nations Unies dans divers contextes nationaux, l'examen devrait éviter de se montrer trop normatif. Il devrait au contraire encourager la souplesse face aux contextes particuliers des différents pays.

38. En qualité de représentant d'une institution spécialisée des Nations Unies chargée de la promotion du développement industriel durable et de la coopération industrielle internationale, il insiste sur l'importance du rôle essentiel des secteurs productifs dans la réalisation des objectifs légitimes de développement. De même, l'accès durable à l'énergie et aux innovations dans le domaine des technologies vertes sera crucial pour les pays en développement au cours des prochaines années.

39. Le système des Nations Unies est vaste, mais cela ne veut pas dire qu'il soit rigide ou inefficace. En

exploitant la valeur et les avantages comparatifs de chacun de ses éléments, de meilleurs résultats pourront être obtenus au sein d'un système commun.

*La séance est levée à 16 h 10.*